

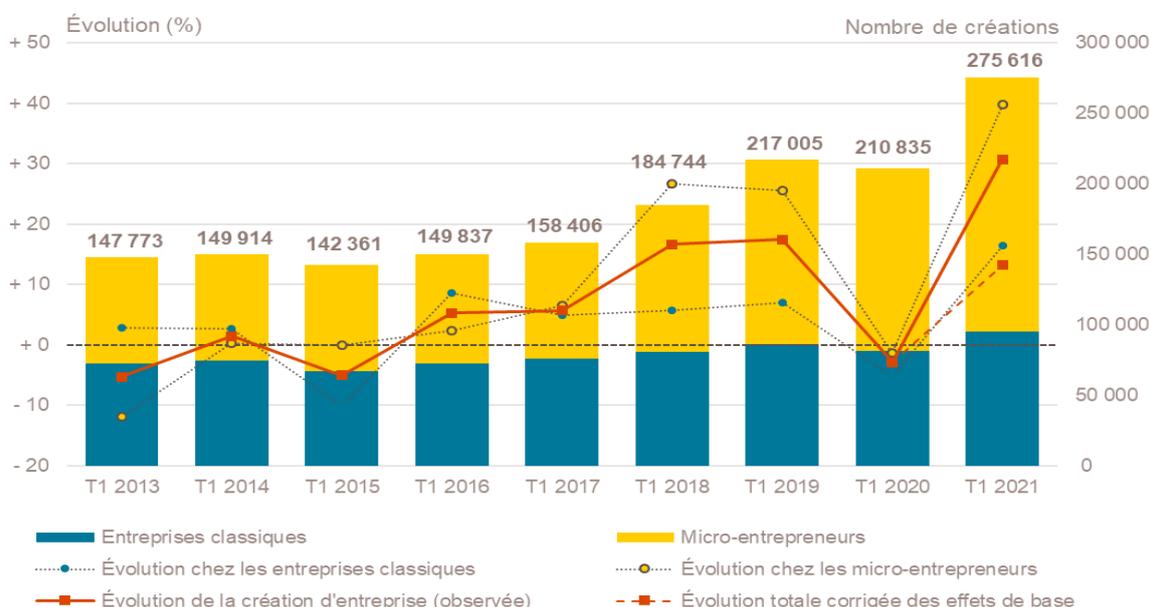
Mars 2020 n'est plus qu'un mauvais souvenir un an après !

Au premier trimestre 2021 (T1 2021), **275 616 entreprises** ont été créées en France, parmi lesquelles 180 448 micro-entrepreneurs, soit 65 % de la création totale. **La création d'entreprise sur ce trimestre progresse fortement** par rapport au T1 2020 (+ 31 %), s'inscrivant dans la tendance haussière observée depuis la fin du premier confinement à l'été 2020 : + 21 % au T3 2020, puis + 16 % au T4 2020 (voir l'annexe 1).

Toutefois, **une partie de cette hausse s'explique par un effet de base lié à l'effondrement des créations d'entreprises en mars 2020** (- 11 % au T1 2020 par rapport au T1 2019) du fait de l'arrêt brutal de la plupart des activités en raison du premier confinement. Mais en comparant le nombre de créations observé au T1 2021 à une valeur théorique au T1 2020 qui ferait abstraction de l'effet de confinement¹, **la croissance estimée de la dynamique entrepreneuriale sur ces trois premiers mois de 2021 s'élèverait alors à + 13 %**, ce qui reste non négligeable (18 points seraient donc dus à l'effet de base).

Dans le sillage de la seconde moitié de l'année 2020, **micro-entrepreneurs et sociétés tirent cette croissance** (respectivement + 40 % et + 22 % par rapport au T1 2020). **Hors effet de base, leur progression reste la plus élevée** (+ 33 % et + 16 %), mais **les entreprises individuelles classiques font preuve de plus de dynamisme que ce qu'il n'y paraît** (+ 8 % hors effet de base contre + 3 % observés).

Évolution trimestrielle du nombre de créations d'entreprises en France, T1 2013-2021



Note de lecture : une partie des évolutions au T1 2021 sont liées à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux. Ce biais est corrigé grâce à une projection de la création au T1 2020 par lissage exponentiel. L'évolution en pointillé orange correspond à la variation au T1 2021 par rapport à cette valeur lissée du T1 2020, donnant une estimation de l'évolution corrigée de l'effet de base.

Lecture : au 1^{er} trimestre 2021, le nombre de créations d'entreprises s'établit à 275 616 (+ 31 % par rapport au T1 2020), dont 95 168 entreprises classiques (+ 16 %) et 180 448 micro-entrepreneurs (+ 40 %).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

¹ Cette estimation est effectuée en projetant les données de la création d'entreprise entre le T1 2009 et le T4 2019 pour obtenir une valeur théorique au T1 2020 par lissage exponentiel. Cette valeur ignore donc l'effet de la crise sanitaire.

Tendances sectorielles

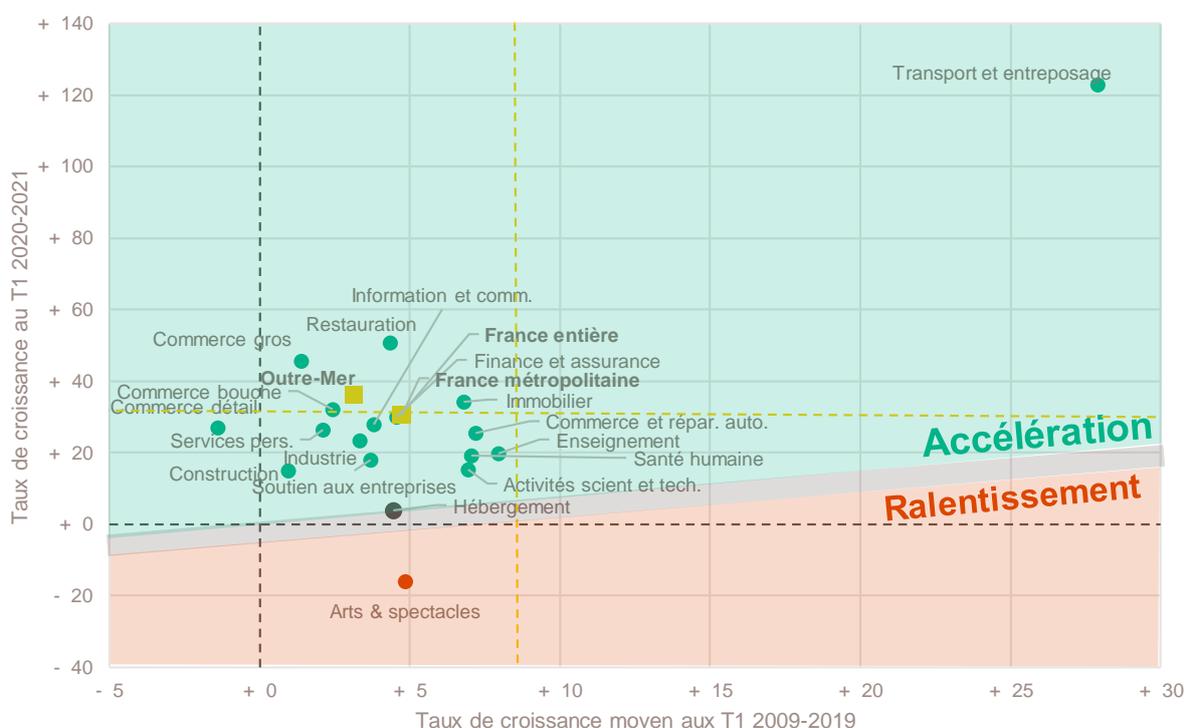
Au T1 2021, la création d'entreprise est en hausse par rapport à la même période de 2020 dans tous les secteurs, à l'exception des arts, spectacles et activités récréatives.

En s'en tenant aux évolutions observées (intégrant donc l'effet de base), sur ce premier trimestre de l'année, **la dynamique entrepreneuriale dans les secteurs reste inchangée par rapport aux six derniers mois de 2020**, avec une forte croissance des créations dans le transport et entreposage, dans la restauration et dans le commerce de gros (respectivement + 123 %, + 51 % et + 46 %).

Tous les secteurs dont le nombre de créations progresse sur la courte période (T1 2020-2021) sont également en accélération par rapport à leur tendance longue d'avant-crise, à savoir aux T1 de la période 2009-2019 (en zone verte sur le graphique). Seul **l'hébergement (en zone grise) reste, avec + 4 % au T1 2021, sur sa dynamique moyenne de long terme** (voir les [annexes 2 et 3](#) pour le détail par secteur).

La **création d'entreprise recule de nouveau dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives au T1 2021 : - 16 % par rapport au T1 2020, après la forte baisse du T4 2020 (- 14 % par rapport au T4 2019), « annulant » ainsi l'envolée observée au T3 2020 (+ 33 % par rapport au T3 2019)**. C'est **le seul secteur dont le rythme de création d'entreprise est en ralentissement** par rapport à la tendance d'avant-crise.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par secteur, T1 2021



Lecture : la création d'entreprise dans le commerce de détail a augmenté de + 27 % au T1 2021 par rapport au T1 2020. Elle était néanmoins en baisse sur les T1 entre 2009 et 2019 (- 1 % en moyenne). Le commerce de détail est donc un secteur dont la création d'entreprise est en hausse à court terme et en accélération par rapport à sa tendance de long terme sur ce trimestre.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T1 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme avant la crise sanitaire (aux T1 de la période 2009-2019 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) au T1 2021 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillé jaune permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise de chaque secteur par rapport à la moyenne nationale. Une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Cependant, ces évolutions observées dans les secteurs intègrent l'effet de base du mois de mars 2020 dont un niveau élevé (bas) reflète un impact fort (faible) du premier confinement sur la création d'entreprise au T1 2020. À partir de la différence entre l'évolution observée et l'évolution corrigée, il est possible de dissocier la part artificielle de l'évolution liée à cet effet de base de celle qui est due à une réelle dynamique entrepreneuriale.

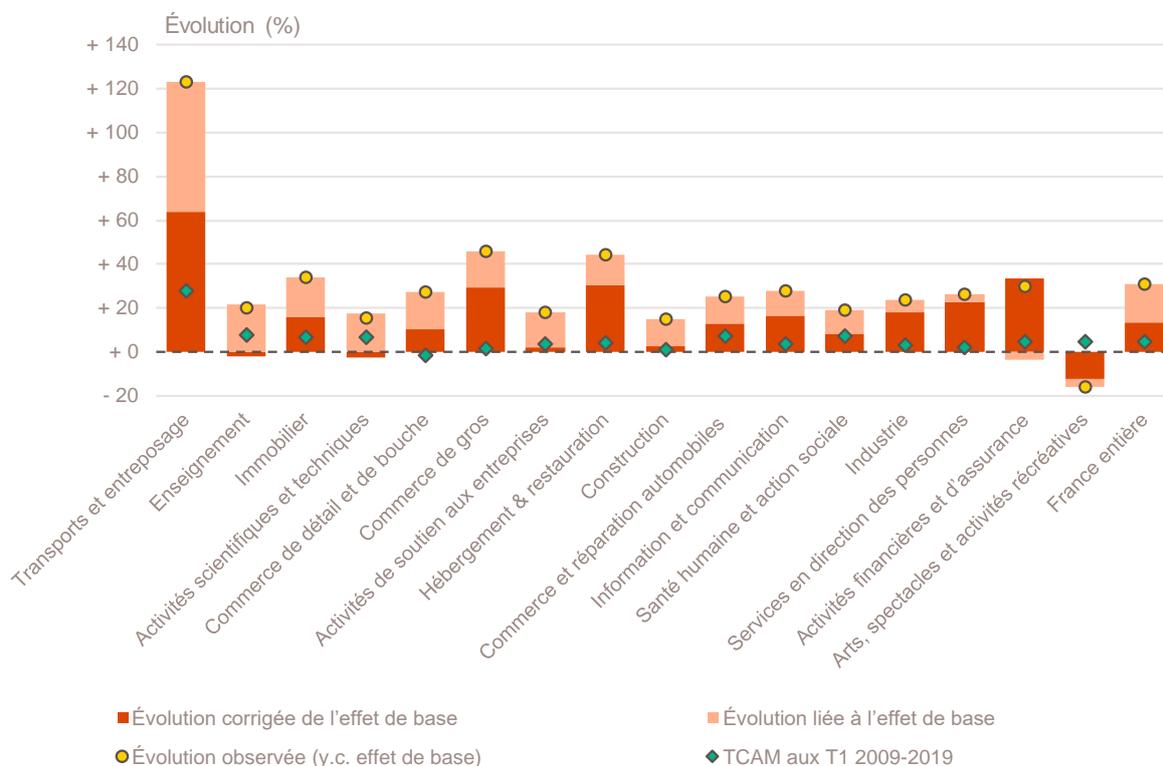
Dans les **transports et l'entreposage**, la surcroissance observée du nombre de créations d'entreprises au T1 2021 s'expliquerait pour moitié par l'effet de base : 59 points de pourcentage sur les + 123 % d'évolution. **La croissance « réelle » estimée au T1 2021 resterait donc très élevée (+ 64 %)** et de loin, tant au regard des autres secteurs en progression – elle est 5 fois supérieure à la croissance estimée au niveau national –, qu'en comparaison de sa tendance de longue période d'avant-crise (+ 28 %).

La création d'entreprise serait en baisse dans trois secteurs : l'enjeu de créer dans **les arts, spectacles et activités récréatives** demeure très impactée par cette crise qui dure : la dynamique entrepreneuriale estimée reste en baisse, bien qu'elle soit moindre (- 12 % au lieu de - 16 % observés). Quant aux **activités scientifiques et techniques et à l'enseignement**, leur croissance observée, respectivement de + 15 % et de + 20 %, masquerait en fait un léger repli au T1 2021 (- 2 % chacun), la totalité de la croissance des créations observée au T1 2021 compensant à peine le creux de mars 2020. Ces secteurs n'ont de fait pas encore retrouvés leur rythme entrepreneurial d'avant-crise (+ 5-7 %).

Trois secteurs tirent leur épingle de cette situation économique tendue ; ils présentent une **dynamique réelle de création comparable à l'observée** (effet de base très faible voire nul) : dans **l'industrie** et les **services en direction des personnes**, la croissance entrepreneuriale estimée serait de + 18 % (au lieu de + 24 %) et de + 23 % (au lieu de + 26 %) respectivement. Quant aux **activités financières et d'assurance**, c'est le seul secteur en croissance dans lequel l'évolution observée est inférieure à l'évolution corrigée de l'effet de base. Ces trois secteurs ont ainsi surcompensé le recul de mars 2020 et leur progression au T1 2021 est nettement supérieure à leur rythme d'avant-crise sur ce trimestre.

L'effet de base expliquerait entre le tiers et la moitié de la croissance observée dans tous les autres secteurs qui seraient alors en croissance, mais moins rapide que celle observée.

Évolutions de la création d'entreprise observée et corrigée de l'effet de base par secteur, T1 2021



Lecture : la création d'entreprise dans l'industrie a augmenté de + 24 % au T1 2021 par rapport au T1 2020 (valeur observée intégrant un effet de base lié au creux des créations d'entreprise de mars 2020). Or, l'évolution corrigée de l'effet de base se situerait à + 18 % ; ainsi 6 points de pourcentage de l'évolution observée s'expliqueraient par l'effet de base.

Champ : France entière ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Comme au T4 2020, la création d'entreprise observée au T1 2021 (intégrant donc l'effet de base) est **très dynamique** dans certaines activités de **commerce de gros** (habillement et chaussures, fruits et légumes, autres biens domestiques, parfumerie et produits de beauté...), dans les **autres activités de poste et de courrier** et dans la **vente à distance sur catalogue spécialisé**. Figurent également parmi les plus fortes croissances, la **post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision**, la **formation continue d'adultes**, la **restauration de type rapide** ou la **désinfection, désinsectisation et dératisation**

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises, T1 2021

T1 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2020-2021 %
4642Z-Commerce de gros d'habillement et de chaussures	858	+ 609,1
4631Z-Commerce de gros de fruits et légumes	262	+ 367,9
4649Z-Commerce de gros d'autres biens domestiques	416	+ 367,4
4645Z-Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	295	+ 217,2
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	309	+ 191,5
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	36 449	+ 181,6
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	5 243	+ 159,4
8559A-Formation continue d'adultes	1 811	+ 118,7
5610C-Restauration de type rapide	9 740	+ 115,2
8129A-Désinfection, désinsectisation, dératisation	299	+ 107,6
9529Z-Réparation d'autres biens personnels et domestiques	1 760	+ 89,5
4719B-Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	581	+ 85,6
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	2 091	+ 79,6
9604Z-Entretien corporel	1 295	+ 73,8
7721Z-Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	219	+ 71,1
3299Z-Autres activités manufacturières n.c.a.	864	+ 68,8
3832Z-Récupération de déchets triés	388	+ 68,0
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	1 036	+ 67,1
4399D-Autres travaux spécialisés de construction	339	+ 62,2
5829C-Édition de logiciels applicatifs	231	+ 61,5

Lecture : 858 entreprises ont été créées dans le secteur du commerce de gros d'habillement et de chaussures au T1 2021 en France, un nombre en progression de + 609 % par rapport au T1 de l'année 2020, sachant qu'une partie de cette évolution s'explique par l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique. Une partie de ces évolutions est également liée à l'effet de base du mois de mars 2020.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

À l'inverse, parmi les **plus fortes baisses observées** se trouvent les **activités de l'événementiel** (organisation de foires, autres services de réservation et activités connexes, activités de sécurité privée), certaines **activités artistiques** (autres activités récréatives et de loisirs, activités de soutien au spectacle vivant), mais aussi les **débites de boisson**, la **restauration traditionnelle**, les **taxis-VTC**, certaines activités de **commerce de détail** (sur éventaires et marchés, habillement en magasin spécialisé) ou de **l'enseignement** (enseignement culturel).

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises, T1 2021

T1 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2020-2021 %
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	1 519	- 57,3
8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès	356	- 54,7
5630Z-Débites de boissons	380	- 51,3
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	225	- 40,5
5610A-Restauration traditionnelle	1 100	- 39,8
4782Z-Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	542	- 34,1
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	2 531	- 28,8
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	1 040	- 27,7
8552Z-Enseignement culturel	762	- 27,2
1813Z-Activités de pré-presse	364	- 26,6
4789Z-Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	1 417	- 24,7
4771Z-Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1 015	- 19,3
8891A-Accueil de jeunes enfants	306	- 18,0
7311Z-Activités des agences de publicité	823	- 15,7
4532Z-Commerce de détail d'équipements automobiles	295	- 15,5
8010Z-Activités de sécurité privée	267	- 13,6
6202B-Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	251	- 13,4
7420Z-Activités photographiques	2 079	- 13,4
9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant	341	- 12,1
6920Z-Activités comptables	336	- 11,3

Lecture : 1 519 entreprises ont été créées dans le secteur des autres activités récréatives et de loisirs au T1 2021 en France, un nombre en recul de - 57,3 % par rapport au T1 de l'année 2020, sachant qu'une partie de cette évolution s'explique par l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique. Une partie de ces évolutions est également liée à l'effet de base du mois de mars 2020.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité régionale

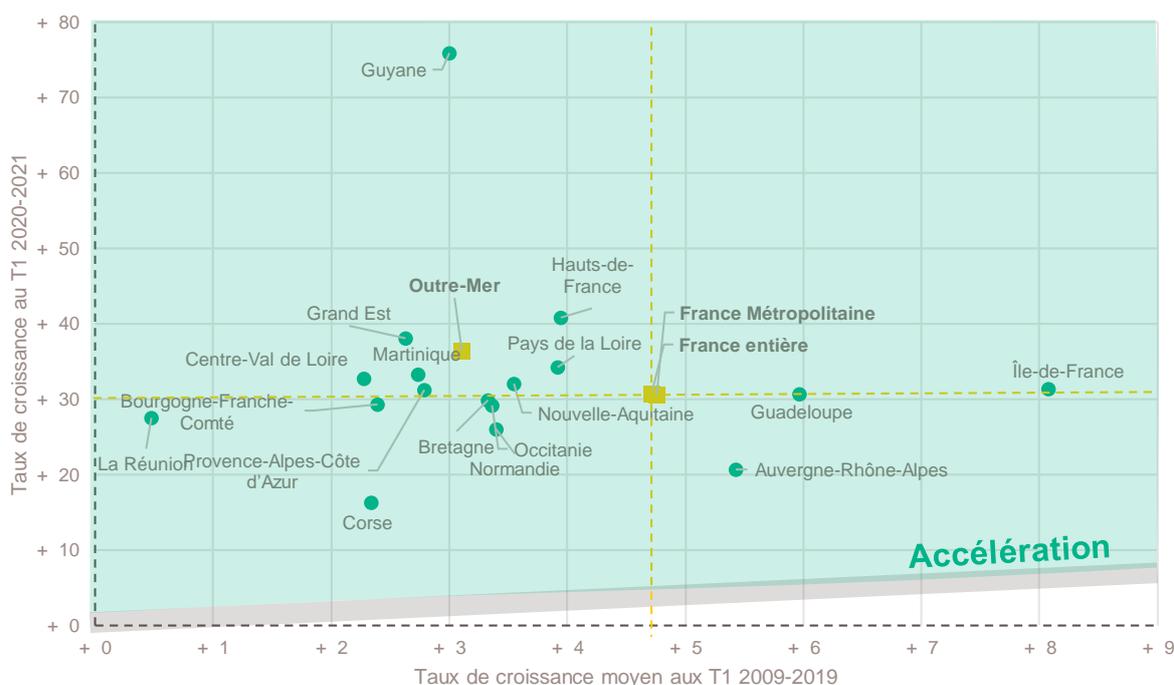
La **création d'entreprise observée au T1 2021 est en forte hausse dans chaque région** de France par rapport au premier trimestre de 2020.

En s'en tenant aux évolutions observées (intégrant donc l'effet de base), **la plupart des régions se concentrent autour du niveau moyen de création d'entreprise** (à ± 5 points de pourcentage), comme si la réaction à cette crise avait catalysé les énergies avec la même intensité.

Cinq régions font exception à ce constat : la **Guyane connaît la plus forte hausse au T1 2021** (+ 76 % par rapport au T1 2020), mais il ne faut pas oublier que c'est aussi **la région qui a été la plus affectée au T1 2020**, au début du premier confinement (- 24 % par rapport au T1 2019). **Les plus faibles hausses au T1 2021 concernent l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Corse**, avec respectivement + 21 % et + 16 % par rapport au T1 2020. Enfin les régions **Hauts-de-France et Grand Est font preuve d'un plus grand dynamisme** avec des taux de croissance du nombre d'entreprises créées sur ce premier trimestre de 2021 de + 41 % et + 38 % respectivement.

La tendance observée en matière de création d'entreprise en ce début 2021 est non seulement à la hausse, mais aussi à **l'accélération dans chaque région** : la croissance à court terme au T1 2021, qui est *a minima* de + 16 % par rapport au T1 2020, est nettement supérieure à l'évolution moyenne d'avant-crise qui se situe entre + 0,5 % à La Réunion et + 8,1 % en Île-de-France aux T1 2009-2019 (voir l'[annexe 4](#) pour les chiffres par région et par département et l'[annexe 5](#) pour la carte correspondant à l'évolution des créations dans les départements).

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par région, T1 2021



Lecture : la création d'entreprise dans le Grand Est a augmenté de + 38,2 % au T1 2021 par rapport T1 2020, contre + 2,6 % en moyenne par an au cours des premiers trimestres d'avant-crise, entre 2009 et 2019. La création d'entreprise dans cette région est donc en accélération au T1 2021. Elle fait partie des régions dont la dynamique de création d'entreprise reste inférieure à celle de la France à long terme mais pas à court terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T1 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T1 de la période 2009-2019 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution en région se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (accélération) au T1 2021 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillé jaune permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise de chaque région par rapport à la moyenne nationale. Une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base du mois de mars 2020.

Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

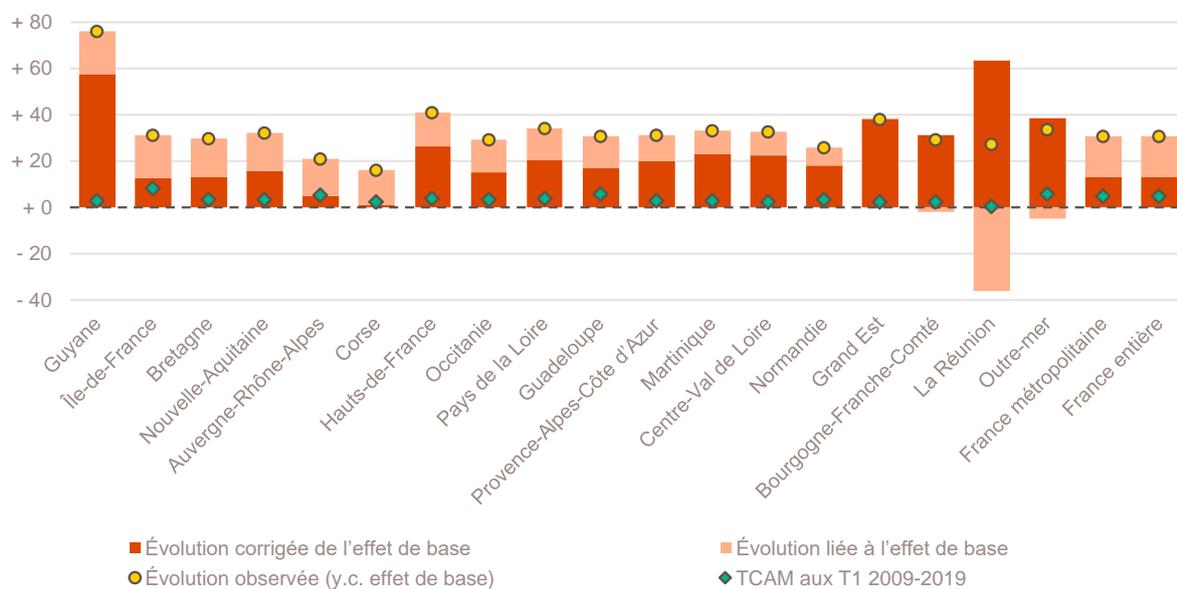
Comme pour les secteurs, ces évolutions régionales sont partiellement dues à l'effet de base du mois de mars 2020 anormalement bas. Mais à la différence des secteurs, **après correction, la création d'entreprise reste en hausse sur l'ensemble du territoire, seule la Corse est quasi-établie** en comparaison du T1 2020.

Au regard des évolutions régionales corrigées, **trois régions font preuve d'une croissance « observée réelle »** du rythme de création d'entreprise en ce début d'année 2021, dans la mesure où cette croissance compense, voire surcompense, le recul de mars 2020 : il s'agit de **La Réunion, de Bourgogne-Franche-Comté et du Grand Est**, où le rythme des créations a surperformé de telle manière au T1 2021 qu'il a absorbé l'effet de base.

Pour les 10 autres régions, la dynamique entrepreneuriale est de fait moins élevée de 14 points de pourcentage en moyenne. En Île-de-France, Bretagne, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, au moins la moitié de la croissance observée sert encore à compenser le repli de mars 2020. Dans les 6 autres régions, l'évolution corrigée, qui varie autour de 20 %, s'inscrit dans la tendance fortement haussière constatée sur les trois dernières années avant la crise, dépassant ainsi largement leur rythme entrepreneurial de longue période (aux T1 2009-2019).

En Corse et en Auvergne-Rhône-Alpes, la croissance observée s'explique en totalité ou presque par cet effet de base. Ainsi, la Corse n'a pas retrouvé à la fin du T1 2021 son rythme entrepreneurial d'avant-crise (+ 1 % en valeur corrigée pour + 2 % de croissance à long terme), alors que la reprise entrepreneuriale en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 5 %) s'aligne sur son évolution de longue période.

Évolution de la création d'entreprise observée et corrigée de l'effet de base par région, T1 2021



Lecture : la création d'entreprise en Pays de la Loire a augmenté de + 34 % au T1 2021 par rapport au T1 2020. Or, l'évolution estimée par rapport à la projection de la création au T1 2020 obtenue par lissage exponentiel permet de calculer une évolution corrigée des effets de base à + 21 %.

Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Contributions sectorielles dans les régions

Au T1 2021, la création d'entreprise observée (donc effet de base inclus) dans les transports et l'entreposage est en hausse partout en France par rapport au T1 2020, sauf en Guadeloupe où elle est stable. C'est le secteur le plus contributif dans chaque région à l'exception de la Guyane, de la Martinique, ou de la Corse. Ce secteur explique, à lui seul, 36 % de la croissance au T1 2021. Cette contribution dépasse 40 % en Île-de-France, en Normandie et en Centre-Val de Loire.

Les activités scientifiques et techniques, le commerce de détail, la restauration et les services en direction des personnes sont les quatre autres secteurs qui contribuent le plus à la hausse des créations d'entreprises au T1 2021. Ils sont à l'origine de 28 % de la progression de la dynamique entrepreneuriale (contribution cumulée de + 8,6 points de pourcentage dans une évolution de + 31 %).

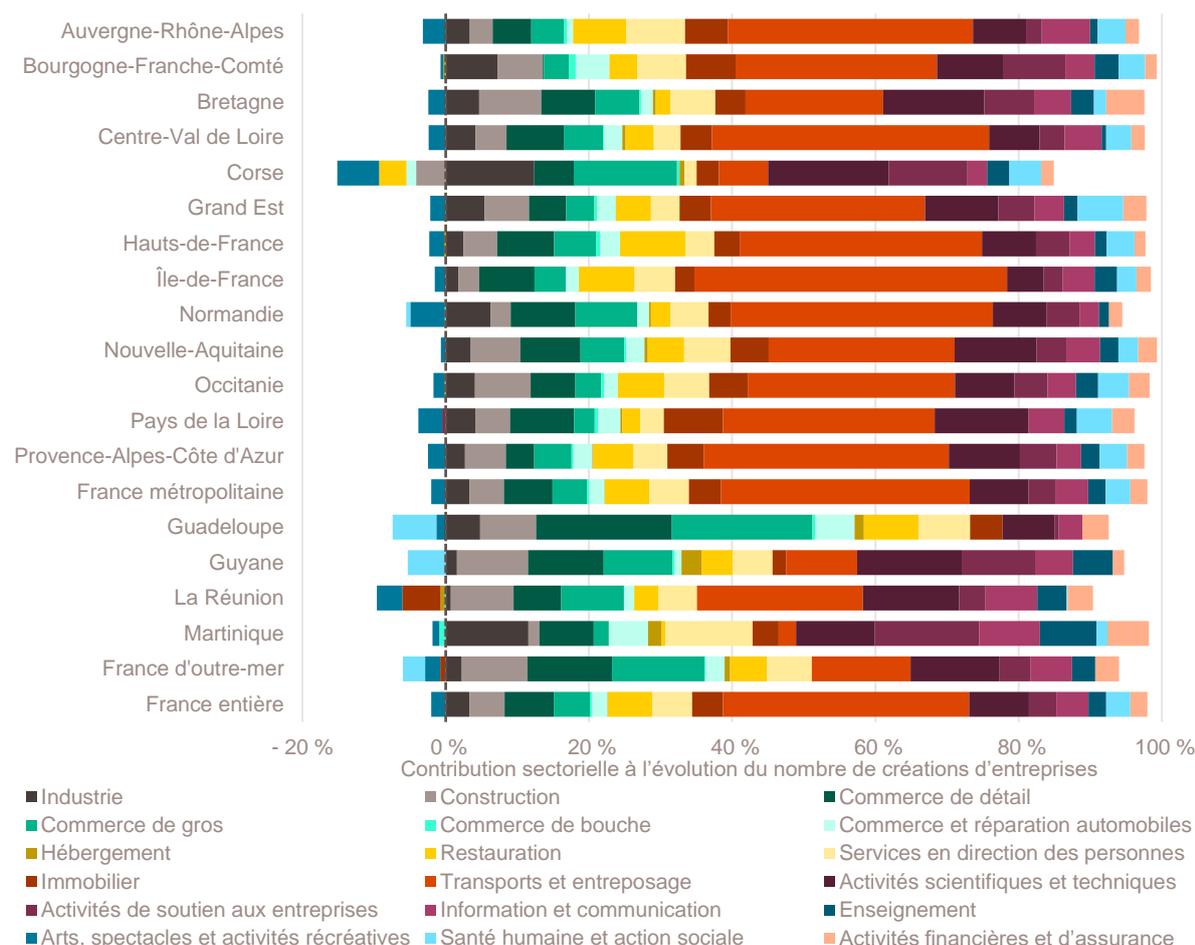
La création d'entreprise dans les sept secteurs suivants est en hausse dans toutes les régions : l'industrie, le commerce de détail et de gros, les services en direction des personnes, les activités scientifiques et techniques, l'information et communication et les activités financières et d'assurance.

Dans les secteurs de la construction, du commerce et de la réparation automobiles ou de la restauration, la création d'entreprise est en hausse dans toutes les régions sauf en Corse. Il en est de même pour les activités de soutien aux entreprises hormis en Pays de la Loire.

L'industrie, bien que représentant 3 % de la croissance des créations en France au T1 2021, contribue très fortement à la dynamique entrepreneuriale en Corse, en Bourgogne-Franche-Comté, en Normandie et en Martinique.

La création dans les arts, spectacles et activités récréatives est en baisse partout en France. La création dans l'hébergement est en berne dans six régions (La Réunion, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie, Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes) ainsi que la santé humaine en Guyane, en Guadeloupe et en Normandie ou encore la restauration en Corse.

Contribution sectorielle à l'évolution des créations d'entreprises régionales, T1 2021



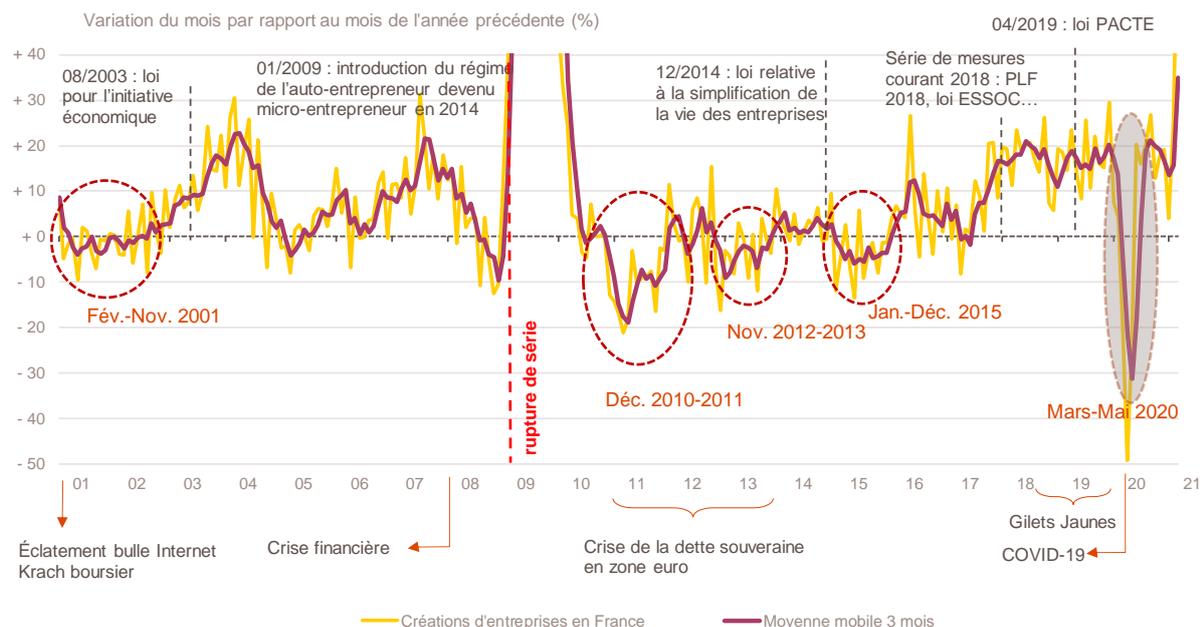
Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexes

Annexe 1 – Évolution de la création d'entreprise en France sur 20 ans, jan 2001-mars 2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Création d'entreprise en France par secteur d'activité, T1 2021

T1 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T1 2020-2021 %	TCAM T1 2009-2019 %	Contributions T1 2020-2021 (point de %)
Activités secondaires	37 378	58,5	+ 17,5	+ 1,5	+ 2,6
Industrie	11 854	70,8	+ 23,5	+ 3,3	+ 1,1
Construction	25 524	52,8	+ 14,9	+ 0,9	+ 1,6
Activités de type commerce	72 710	66,1	+ 32,2	+ 1,3	+ 8,4
Commerce de détail	22 032	59,5	+ 27,0	- 1,4	+ 2,2
Commerce de gros	10 764	59,3	+ 45,7	+ 1,4	+ 1,6
Commerce de bouche ^a	792	35,0	+ 32,0	+ 2,4	+ 0,1
Commerce et réparation automobiles	7 319	59,0	+ 25,4	+ 7,2	+ 0,7
Hébergement	1 328	36,0	+ 3,8	+ 4,4	+ 0,0
Restauration	12 366	66,6	+ 50,8	+ 4,3	+ 2,0
Services en direction des personnes	18 109	84,2	+ 26,2	+ 2,1	+ 1,8
Activités de type services	165 528	66,8	+ 33,5	+ 7,8	+ 19,7
Immobilier	11 375	42,1	+ 34,3	+ 6,8	+ 1,4
Transports et entreposage	41 757	90,0	+ 123,1	+ 27,9	+ 10,9
Activités scientifiques et techniques	42 681	65,9	+ 15,2	+ 6,9	+ 2,7
Activités de soutien aux entreprises	17 296	67,0	+ 17,9	+ 3,7	+ 1,2
Information et communication	14 060	66,1	+ 27,8	+ 3,8	+ 1,4
Enseignement	10 185	84,9	+ 19,9	+ 7,9	+ 0,8
Arts, spectacles et activités récréatives	7 065	48,6	- 16,1	+ 4,9	- 0,6
Santé humaine et action sociale ^b	14 057	41,8	+ 19,1	+ 7,0	+ 1,1
Activités financières et d'assurance	7 052	16,9	+ 30,1	+ 4,6	+ 0,8
Activités des sociétés holding	2 401	0,0	+ 36,4	+ 0,8	+ 0,3
Total France entière	275 616	65,5	+ 30,7	+ 4,7	+ 30,7

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises, T1 2021

T1 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T1 2020-2021 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	36 449	+ 181,6
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	16 927	+ 12,9
5610C-Restauration de type rapide	9 740	+ 115,2
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	8 978	+ 22,6
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	6 576	+ 22,3
6831Z-Agences immobilières	6 509	+ 43,7
7410Z-Activités spécialisées de design	5 408	+ 54,4
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	5 243	+ 159,4
6201Z-Programmation informatique	4 991	+ 24,7
4791A-Vente à distance sur catalogue général	4 934	+ 30,0
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	4 754	+ 18,3
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	4 444	+ 32,2
8559B-Autres enseignements	4 354	+ 24,1
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	4 261	+ 30,5
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	4 211	+ 12,1
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	4 155	+ 36,1
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	3 795	+ 10,5
7112B-Ingénierie, études techniques	3 191	+ 20,0
9602B-Soins de beauté	3 160	+ 17,9
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	3 026	+ 38,1

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique. Une partie de ces évolutions est aussi liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 4 – Création d'entreprise en France par région et département, T1 2021

T1 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T1 2020-2021 %	TCAM T1 2009-2019 %	Contributions T1 2020-2021 (pts. de %)
Auvergne-Rhône-Alpes	31 617	65,7	+ 20,7	+ 5,4	+ 2,6
01 - Ain	2 025	65,6	+ 24,5	+ 5,5	+ 1,5
03 - Allier	722	65,9	+ 19,9	+ 0,5	+ 0,5
07 - Ardèche	1 009	65,8	+ 25,2	+ 3,1	+ 0,8
15 - Cantal	265	66,0	+ 40,2	+ 1,5	+ 0,3
26 - Drôme	1 955	64,3	+ 20,1	+ 2,1	+ 1,2
38 - Isère	4 996	68,6	+ 22,9	+ 4,6	+ 3,6
42 - Loire	2 473	64,6	+ 15,2	+ 4,2	+ 1,2
43 - Haute-Loire	593	53,5	+ 38,6	+ 2,2	+ 0,6
63 - Puy-de-Dôme	2 182	68,4	+ 45,1	+ 3,2	+ 2,6
69 - Rhône	10 114	65,0	+ 16,2	+ 9,5	+ 5,4
73 - Savoie	1 798	63,0	+ 17,6	+ 3,0	+ 1,0
74 - Haute-Savoie	3 485	66,6	+ 17,5	+ 4,6	+ 2,0
Bourgogne-Franche-Comté	7 904	68,8	+ 29,3	+ 2,4	+ 0,9
21 - Côte-d'Or	1 929	69,0	+ 36,2	+ 3,1	+ 8,4
25 - Doubs	1 555	69,5	+ 23,3	+ 3,7	+ 4,8
39 - Jura	655	62,7	+ 21,5	+ 2,6	+ 1,9
58 - Nièvre	429	74,1	+ 25,1	+ 0,2	+ 1,4
70 - Haute-Saône	447	66,2	+ 10,6	+ 1,5	+ 0,7
71 - Saône-et-Loire	1 516	70,3	+ 31,0	+ 2,5	+ 5,9
89 - Yonne	945	66,6	+ 38,2	+ 0,3	+ 4,3
90 - Territoire-de-Belfort	428	71,7	+ 39,4	+ 2,3	+ 2,0
Bretagne	9 373	60,8	+ 29,8	+ 3,3	+ 1,0
22 - Côtes-d'Armor	1 505	60,2	+ 33,8	+ 1,8	+ 5,3
29 - Finistère	2 223	60,4	+ 26,0	+ 2,4	+ 6,4
35 - Ille-et-Vilaine	3 583	62,0	+ 31,4	+ 4,5	+ 11,9
56 - Morbihan	2 062	59,8	+ 28,6	+ 3,6	+ 6,4
Centre-Val de Loire	7 593	67,9	+ 32,7	+ 2,3	+ 0,9
18 - Cher	808	72,4	+ 44,0	- 1,1	+ 4,3
28 - Eure-et-Loir	1 178	63,1	+ 23,4	+ 1,8	+ 3,9
36 - Indre	483	71,8	+ 25,5	+ 0,6	+ 1,7
37 Indre-et-Loire	2 222	67,7	+ 44,7	+ 3,5	+ 12,0
41 - Loir-et-Cher	786	62,6	+ 18,7	+ 2,8	+ 2,2
45 - Loiret	2 116	70,2	+ 30,4	+ 2,8	+ 8,6
Corse	1 452	49,7	+ 16,3	+ 2,3	+ 0,1
2A - Corse-du-Sud	715	43,5	+ 10,7	+ 3,1	+ 5,5
2B - Haute-corse	737	55,8	+ 22,2	+ 1,6	+ 10,7
Grand Est	16 126	66,7	+ 38,2	+ 2,6	+ 2,1
08 - Ardennes	571	70,4	+ 33,4	+ 0,6	+ 1,2
10 - Aube	901	61,4	+ 36,5	+ 2,5	+ 2,1
51 - Marne	1 833	69,2	+ 49,1	+ 3,8	+ 5,2
52 - Haute-Marne	342	55,3	+ 31,5	- 0,5	+ 0,7
54 - Meurthe-et-Moselle	1 980	68,1	+ 21,0	+ 4,5	+ 2,9
55 - Meuse	328	68,0	+ 39,6	- 0,2	+ 0,8
57 - Moselle	2 799	65,8	+ 32,2	+ 1,6	+ 5,8
67 - Bas-Rhin	4 188	66,9	+ 53,8	+ 3,5	+ 12,6
68 - Haut-Rhin	2 368	68,3	+ 42,4	+ 2,4	+ 6,0
88 - Vosges	816	61,9	+ 13,3	+ 1,1	+ 0,8
Hauts-de-France	17 748	69,3	+ 40,9	+ 3,9	+ 2,4
02 - Aisne	1 115	68,0	+ 31,2	+ 0,3	+ 2,1
59 - Nord	9 383	69,6	+ 46,6	+ 4,8	+ 23,7
60 - Oise	2 384	65,6	+ 36,6	+ 3,9	+ 5,1
62 - Pas-de-Calais	3 464	70,9	+ 35,3	+ 2,6	+ 7,2
80 - Somme	1 402	70,0	+ 34,8	+ 6,0	+ 2,9

Lecture : 31 617 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes au T1 2021 (dont 66 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 21 % par rapport au T1 2020. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 3 points de pourcentage. Le département de l'Ain, avec 2 025 créations au T1 2021 et une évolution de + 24 % par rapport au T1 2020, contribue à hauteur de 2 points de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprise dans sa région administrative (Auvergne-Rhône-Alpes).

Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

T1 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T1 2020-2021 %	TCAM T1 2009-2019 %	Contributions T1 2020-2021 (pts. de %)
Île-de-France	79 656	64,9	+ 31,4	+ 8,1	+ 9,0
75 - Paris	22 941	53,7	+ 19,5	+ 7,3	+ 6,2
77 - Seine-et-Marne	6 684	71,1	+ 46,3	+ 8,6	+ 3,5
78 - Yvelines	7 074	70,8	+ 32,3	+ 5,8	+ 2,8
91 - Essonne	6 319	70,3	+ 35,2	+ 8,4	+ 2,7
92 - Hauts-de-Seine	9 736	65,1	+ 22,1	+ 8,0	+ 2,9
93 - Seine-Saint-Denis	11 655	69,1	+ 47,6	+ 10,9	+ 6,2
94 - Val-de-Marne	8 270	70,7	+ 34,5	+ 8,4	+ 3,5
95 - Val-d'Oise	6 977	70,4	+ 44,5	+ 8,7	+ 3,5
Normandie	8 936	67,0	+ 26,1	+ 3,4	+ 0,9
14 - Calvados	2 347	65,4	+ 31,0	+ 3,5	+ 7,8
27 - Eure	1 503	66,8	+ 18,1	+ 2,2	+ 3,2
50 - Manche	1 018	64,2	+ 30,2	+ 2,7	+ 3,3
61 - Orne	560	64,3	+ 15,5	- 0,5	+ 1,1
76 - Seine-Maritime	3 508	69,4	+ 27,2	+ 5,1	+ 10,6
Nouvelle-Aquitaine	23 177	66,1	+ 32,1	+ 3,5	+ 2,7
16 - Charente	984	67,7	+ 35,9	- 0,3	+ 1,5
17 - Charente-Maritime	2 512	64,1	+ 27,5	+ 2,6	+ 3,1
19 - Corrèze	688	69,2	+ 37,3	+ 1,8	+ 1,1
23 - Creuse	265	48,3	+ 55,0	- 0,0	+ 0,5
24 - Dordogne	1 405	70,9	+ 24,9	+ 0,7	+ 1,6
33 - Gironde	8 678	68,2	+ 30,6	+ 6,8	+ 11,6
40 - Landes	1 581	65,8	+ 35,8	+ 2,7	+ 2,4
47 - Lot-et-Garonne	1 046	67,3	+ 36,0	+ 1,4	+ 1,6
64 - Pyrénées-Atlantiques	2 817	60,1	+ 32,9	+ 3,4	+ 4,0
79 - Deux-Sèvres	822	70,2	+ 25,3	+ 1,7	+ 0,9
86 - Vienne	1 181	66,7	+ 24,8	+ 0,7	+ 1,3
87 - Haute-Vienne	1 198	60,6	+ 58,7	+ 2,7	+ 2,5
Occitanie	25 658	67,0	+ 29,1	+ 3,4	+ 2,7
09 - Ariège	498	67,9	+ 17,2	+ 0,6	+ 0,4
11 - Aude	1 334	71,4	+ 28,3	+ 0,5	+ 1,5
12 - Aveyron	761	58,0	+ 22,7	+ 2,1	+ 0,7
30 - Gard	3 052	66,9	+ 21,9	+ 1,8	+ 2,8
31 - Haute-Garonne	7 137	68,4	+ 28,1	+ 5,7	+ 7,9
32 - Gers	667	66,7	+ 40,4	+ 0,8	+ 1,0
34 - Hérault	6 553	65,8	+ 37,7	+ 5,4	+ 9,0
46 - Lot	529	60,3	+ 28,7	+ 2,5	+ 0,6
48 - Lozère	181	55,8	+ 35,1	- 0,2	+ 0,2
65 - Hautes-Pyrénées	705	67,2	+ 17,3	+ 3,0	+ 0,5
66 - Pyrénées-Orientales	1 978	67,1	+ 24,2	- 0,3	+ 1,9
81 - Tarn	1 340	66,3	+ 32,5	+ 2,1	+ 1,7
82 - Tarn-et-Garonne	923	71,7	+ 27,0	+ 1,7	+ 1,0
Pays de la Loire	11 527	62,4	+ 34,3	+ 3,9	+ 1,4
44 - Loire-Atlantique	5 486	64,7	+ 40,7	+ 4,9	+ 18,5
49 - Maine-et-Loire	2 255	60,7	+ 33,4	+ 3,6	+ 6,6
53 - Mayenne	734	64,6	+ 8,7	+ 4,0	+ 0,7
72 - Sarthe	1 220	60,1	+ 34,5	+ 1,9	+ 3,6
85 - Vendée	1 832	58,2	+ 29,7	+ 3,0	+ 4,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28 191	67,0	+ 31,3	+ 2,8	+ 3,2
04 - Alpes-de-Haute-Provence	576	69,1	+ 19,5	+ 1,8	+ 0,4
05 - Hautes-Alpes	509	65,8	+ 31,9	+ 2,1	+ 0,6
06 - Alpes-Maritimes	7 357	68,7	+ 30,3	+ 2,2	+ 8,0
13 - Bouches-du-Rhône	11 635	64,4	+ 34,8	+ 4,3	+ 14,0
83 - Var	5 591	69,9	+ 27,6	+ 1,7	+ 5,6
84 - Vaucluse	2 523	67,1	+ 30,0	+ 1,4	+ 2,7
France métrop. hors Île-de-France	189 302	66,2	+ 30,3	+ 3,6	+ 204,8
France métropolitaine	268 958	65,8	+ 30,6	+ 4,8	+ 29,9
France d'outre-mer	6 658	50,9	+ 36,5	+ 3,1	+ 8,3
971 - Guadeloupe	1 667	51,5	+ 30,6	+ 6,0	+ 1,8
972 - Martinique	1 268	47,1	+ 33,3	+ 2,7	+ 1,5
973 - Guyane	667	48,0	+ 76,0	+ 3,0	+ 1,3
974 - La Réunion	2 645	57,0	+ 27,5	+ 0,5	+ 2,7
976 - Mayotte	411	25,5	+ 106,5	+ 0,0	+ 0,1
France entière	275 616	65,5	+ 30,7	+ 4,7	+ 30,7

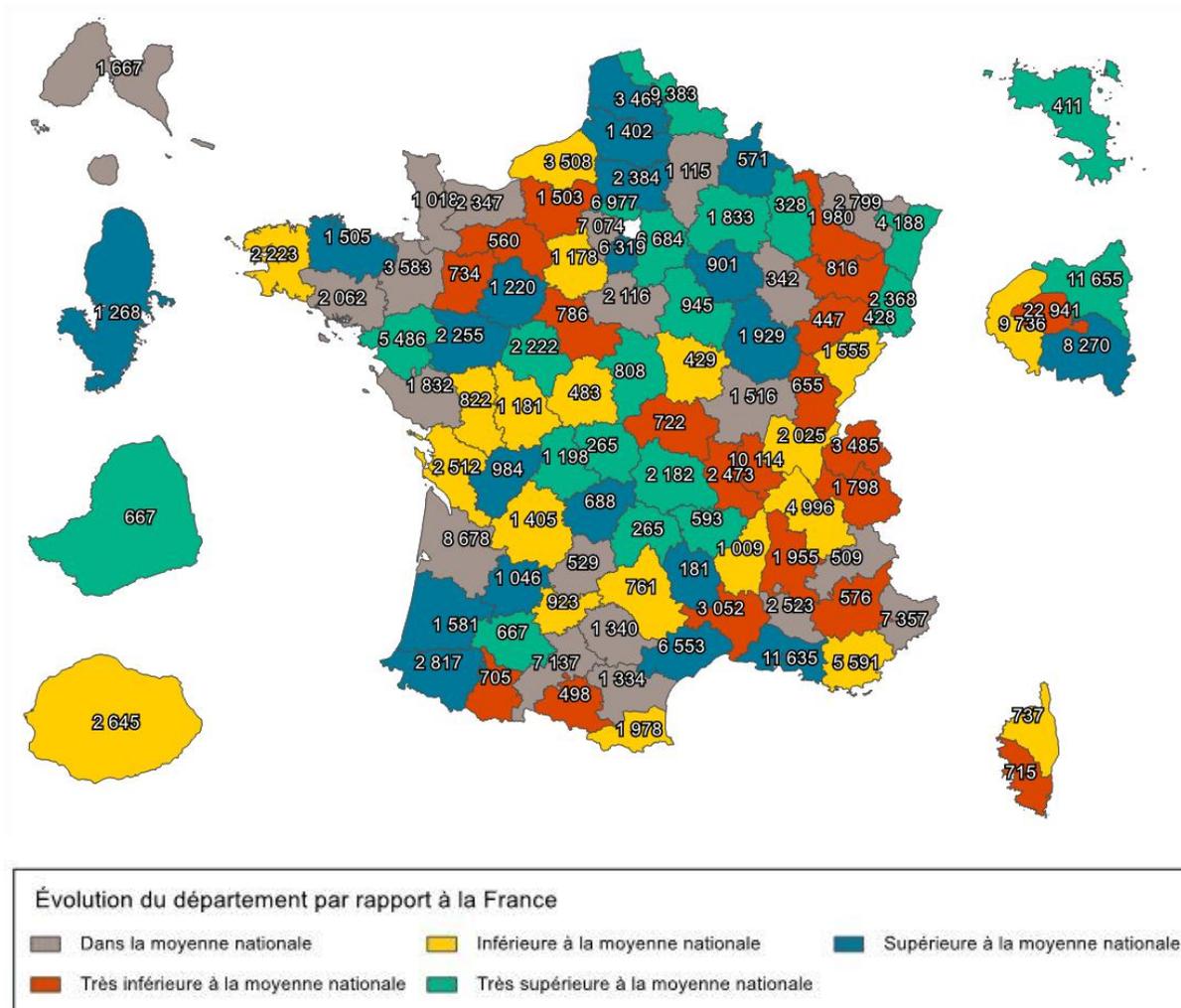
Lecture : 79 656 entreprises ont vu le jour en Île-de-France au T1 2021 (dont 65 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 31 % par rapport au T1 2020 (contre une évolution moyenne de + 3 % aux T1 entre 2009 et 2020). La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 9 points de pourcentage. Le département de Paris, avec 22 941 créations au T1 2021 et une évolution de + 20 % par rapport au T1 2020, contribue à hauteur de 6 points à l'évolution de la création d'entreprise dans sa région administrative (Île-de-France).

Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 5 – Nombre de créations d’entreprises en France par département et dynamique entrepreneuriale du département par rapport à l’évolution nationale, T1 2021



Lecture : 11 635 entreprises ont vu le jour dans les Bouches-du-Rhône au T1 2021. L'évolution observée de la création d'entreprise (effet de base inclus) dans ce département sur ce trimestre par rapport au T1 2020 (+ 35 %) est supérieure à l'évolution nationale (+ 31 %).

Note de lecture : les départements sont classés en quintiles (5 groupes, chacun contenant 20 départements, soit un cinquième du total du nombre de départements) selon leur dynamisme par rapport à l'évolution nationale. Le premier quintile regroupe donc les départements qui ont une évolution « très inférieure à la moyenne nationale », à savoir les 20 départements qui présentent les plus faibles évolutions, compte tenu de l'évolution nationale. Une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un mois de mars 2020 anormalement en creux.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene administrée par l'Insee.

→ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intègrent au fur et à mesure ces révisions.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) par année permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Il est utilisé, ici, non pas sur une année civile, mais sur les trimestres concernés des années étudiées. Il est calculé sur la période 2009-2019 (et non 2009-2020), de façon à conserver un repère sur la dynamique entrepreneuriale d'avant-crise (en dehors de l'effet brutal de repli des créations d'entreprises constaté en France sur mars, avril et mai 2020 en réaction à la crise économique déclenchée par la pandémie mondiale de Covid-19).

Pour obtenir les **évolutions corrigées de l'effet de base lié à un mois de mars 2020 anormalement en creux** (comme s'il n'y avait pas eu de crise), la création d'entreprise est projetée en valeur pour le trimestre concerné par lissage exponentiel. L'utilisation de cette valeur théorique du nombre de créations d'entreprises pour ce mois de mars 2020, non affectée par la pandémie, permet d'obtenir une estimation de l'évolution « réelle » de la dynamique entrepreneuriale au T1 2021 puisqu'elle est corrigée de l'effet de base.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat en point de pourcentage ou en pourcentage.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. De plus, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur.

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de **micro-entrepreneur** requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

→ Pour en savoir plus, voir la rubrique sur le [régime du micro-entrepreneur](#) sur le site de Bpifrance Création.

Le périmètre des **entreprises classiques** exclut les micro-entrepreneurs.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 19/05/2021.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. *La création d'entreprise en France, éléments clés du 1^{er} trimestre 2021*. Bpifrance Création, mai 2021 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.